

# ANN

Agencia de  
Noticias de  
Nicaragua

Boletín bimensual  
No. 277  
27 de noviembre de 1992  
Managua



## UN CRIME EXPLOITE PAR L'EXTREME-DROITE

Managua, 25 nov.— L'assassinat, le 24 novembre, du président de l'Association des expropriés, Arges Sequeira, a fait monter la tension dans tout le pays. La mort de ce grand propriétaire terrien qui était aussi président de l'Union des producteurs agricoles du Nicaragua (UPANIC), organisation affiliée au Conseil supérieur de l'Entreprise privée (COSEP), reste pour l'instant entourée de mystère. Mais l'ex-

A. Sequeira a été tué par balles en pleine campagne, sur la voie de chemin de fer, près d'El Sauce (département de Léon). Plusieurs éléments attirent l'attention : les assassins avaient passé les deux jours précédents dans le village où résidait la victime, se liant à la population. Au moment du crime, ils ont été vus sur le chemin avec A. Sequeira, qui était accompagné d'un ouvrier agricole. Celui-ci a été laissé en vie, les agresseurs se contentant de le jeter dans une rivière proche.

Alors que la police garde le silence afin de ne pas entraver l'enquête, le président du COSEP, Ramiro Gurdian, a accusé le FSLN d'être l'auteur du crime. Il s'appuie sur des déclarations du coordinateur du Front national des travailleurs, Lucio Jimenez, qui avait annoncé le déclenchement du "plan B", à savoir des actions syndicales d'envergure. Il a également accusé le gouvernement d'être complice. *"Ce crime est le résultat des relations que le gouvernement entretient avec le FSLN. Le Nicaragua est séquestré par le FSLN"*, a-t-il déclaré. Son organisation va demander l'aide du FBI ou de Scotland Yard, car elle n'a pas confiance dans la police nicaraguayenne.

*"Qui va mener l'enquête? Le FSLN! Qui est le chef de la Sécurité de l'Etat? Lenin Cerna!"*. R. Gurdian a demandé au gouvernement de *"démontrer qu'il se sépare du FSLN"*, sinon *"le COSEP va prendre ses distances, et de façon définitive"*. Les médias d'extrême-droite ainsi que d'autres personnalités se sont également déchaînés contre les sandinistes.

Le FSLN et l'ensemble de la classe politique ont condamné le meurtre. Les quotidiens *Barricada* et *El Nuevo Diario* jugent gravement irresponsables les déclarations de R. Gurdian, compte tenu que pour l'instant le mystère est complet et que le crime profite avant tout aux anti-sandinistes et à ceux qui ont intérêt au chaos. Le ministre de la Coopération, Erwin Kruger, a affirmé : *"Il est évident que ce crime ne favorise pas le déblocage de l'aide étatsunienne"*.

L'assassinat d'A. Sequeira intervient dans un contexte particulier. Parmi les conditions imposées par un groupe de sénateurs républicains pour le versement de l'aide étatsunienne figurait la restitution des biens confisqués. L'Association d'A. Sequeira entretenait d'excellentes relations

### SOMMAIRE

UN CRIME EXPLOITE PAR  
L'EXTREME-DROITE

LE FNT MANIFESTE,  
L'ARMEE SORT SES BLINDES

NEGOCIATION  
FSLN-GOUVERNEMENT

IL N'Y A PAS DE MISERE AU  
NICARAGUA

CARLOS, POURVU QUE LES  
FOURMIS NE TE LE  
RACONTENT PAS

JUMELAGES : HISTOIRE ET  
PERSPECTIVES

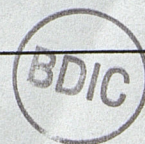
LES INDIGENES DU  
PACIFIQUE, IGNORES MAIS  
VIVANTS

EL SALVADOR :  
LE MARECAGE DE LA  
TRANSITION

POURQUOI LE PANAMA A DIT  
NON

GUATEMALA : QUELLE  
LEGALITE ?

EN BREF





avec ce groupe. Par ailleurs, la privatisation entre dans sa phase finale; le capital nicaraguayen et le capital étatsunien sont sur le point de se partager le peu de services rentables qui existent dans le pays. Le gouvernement avait proposé aux expropriés une indemnisation sous forme d'actions sur les entreprises de service public en cours de privatisation, mais A. Sequeira n'était pas d'accord car selon lui le prochain gouvernement pouvait nationaliser à nouveau ces services. Ces derniers temps, A. Sequeira, fort du soutien des républicains, avait prononcé des discours très violents contre les sandinistes et le gouvernement. Il convient de signaler enfin qu'il appartenait au Parti libéral constitutionnaliste dirigé par Arnoldo Aleman, qui, avec le président de l'Assemblée Alfredo Cesar et le vice-président de la République Virgilio Godoy, maintient une pression croissante sur le gouvernement pour l'élimination des sandinistes de l'appareil d'Etat. Il y a peu, une manifestation convoquée par ce "triumvirat" demandait entre autres "le poteau d'exécution pour le général Ortega". Le FSLN a d'ailleurs dénoncé récemment des plans secrets pour éliminer physiquement ses dirigeants.

Le ministre de l'intérieur Alfredo Mendieta a affirmé qu'il ne pensait pas que le meurtre soit politique. Il a révélé que, selon des témoins, A. Sequeira avait parlé du problème des vols de bétail avec ses deux assassins. Les pistes ne manquent donc pas pour la police, qui a déclenché une vaste opération de contrôle sur tout le territoire. -(ANN)

**DERNIERE HEURE :** Les Forces punitives de Gauches (FPI) ont revendiqué le 26 novembre l'assassinat d'A. Sequeira. Dans un communiqué, les FPI expliquent que ce meurtre "est le premier d'une série d'exécutions nécessaires pour défendre les droits qui ont été arrachés au peuple". Vient ensuite une petite liste des "bourreaux", dont les deux premiers sont Arnoldo Aleman et Ramiro Gurdian. L'unique action des FPI a été l'explosion d'une bombe le 12 octobre dernier. Il n'est pas impossible, selon le ministre de l'intérieur, le communiqué soit l'oeuvre d'une personne qui cherche à brouiller les pistes. ♦

### LE FNT MANIFESTE, L'ARMEE SORT SES BLINDES

**Managua, 26 nov.—** Le Front national des travailleurs (FNT) a appelé à manifester le 25 novembre pour soutenir sa négociation avec le gouvernement.

Environ 15 000 personnes se sont rassemblées devant le Palais présidentiel. La direction du FNT avait annoncé une manifestation civique et pacifique et il n'y a eu aucun incident, malgré la tension que connaît le pays depuis l'assassinat d'A. Sequeira. Par contre on a assisté à un déploiement exceptionnel de l'armée dans toute la ville : chars de tous types, batteries anti-aériennes dont on se demande à quoi elles pouvaient servir dans une opération de maintien de l'ordre, survol constant de la ville par des avions, soldats au visage peint comme en pleine guerre. Le ministre de l'intérieur a annoncé que l'opération militaire allait se poursuivre pendant au moins une semaine. Il est difficile de

comprendre quel est son but et pourquoi on a fait appel à l'armée. Il est probable que le gouvernement a voulu envoyer un message à l'extrême-droite et aux Etats-Unis quant à sa disposition à réprimer les sandinistes.

Les revendications principales portaient sur la privatisation, les salaires, le chômage et les licenciements, la situation dans la santé et de l'éducation, la légalisation des biens attribués pendant la Révolution. La direction du FNT a commencé à négocier le 25 mais le gouvernement a rompu les discussions au bout de quelques heures. Seul le Mouvement communal a obtenu quelques mesures concernant la légalisation des maisons et terrains urbains et l'engagement du gouvernement de ne pas détruire les 182 bidonvilles de Managua. Le coordinateur du FNT, Lucio Jimenez, a appelé la base à intensifier ses actions dans tous les pays. -(ANN) ♦

### NEGOCIATION FSLN-GOUVERNEMENT

**Managua, 25 nov.—** Il y a quinze jours, une réunion entre le FSLN et le gouvernement sur les questions économiques s'était soldée par un échec. Après une semaine d'affrontements à travers la presse, les deux parties se sont à nouveau rencontrées, parvenant à quelques accords qui ne satisfont pas complètement les syndicats.

Cette deuxième réunion avait pour thème la propriété et la privatisation. La position du FSLN face aux agissements réels des autorités gouvernementales a été répétée dans un communiqué publié quelques jours avant. Il y dénonce toutes les manoeuvres utilisées pour ne pas remettre aux travailleurs 25 % des actions des entreprises en cours de privatisation, pour obliger les paysans à abandonner leurs terres, pour empêcher que ceux qui ont reçu une maison ou un terrain urbain pendant la Révolution n'aient un titre de propriété. Il rejette la restitution de leurs biens à la famille Somoza et aux proches alliés de la dictature, à ceux qui ont déjà été indemnisés par le gouvernement sandiniste et à ceux qui ont perdu leurs biens parce qu'ils étaient hypothéqués auprès des banques. Le FSLN s'oppose aussi, dans le cas des confiscations reconnues injustes par la Commission de révision, à ce que les ex-proprétaires soient indemnisés par des actions sur des entreprises de service public.

Les résultats de la rencontre, sans être négligeables, sont cependant maigres: en ce qui concerne les restitutions, une commission mixte gouvernement-FSLN dressera la liste des biens hypothéqués et évaluera, dans le cas de ceux qui ont déjà été indemnisés par le gouvernement sandiniste, si la compensation était juste. Par ailleurs, il a été décidé de relancer le travail de la Commission agraire chargée d'étudier les cas d'abus commis contre des paysans. Enfin, les deux parties sont tombées d'accord pour accélérer le processus de privatisation.

Le Front national des travailleurs (FNT) s'est déclaré insatisfait par ces accords peu concrets et demande une solution immédiate en ce qui concerne la propriété des entreprises. Le FSLN estime pour sa part qu'il ne pouvait négocier à la place des syndicats, qui ont rencontré le gouvernement quelques jours plus tard (voir "Le FNT manifeste, l'armée sort ses blindés"). -(ANN) ♦



## IL N'Y A PAS DE MISERE AU NICARAGUA

Managua, 17 nov.— Le jour même d'une manifestation du Front national des travailleurs (FNT), Violeta Chamorro a rappelé aux Nicaraguayens le temps où existaient les cartes de rationnement. La présidente a évoqué la queue qu'elle devait faire pour acheter les produits qui figuraient sur ces cartes. Elle a affirmé que maintenant on peut tout acheter au Nicaragua, "même des fleurs". Cette déclaration est venue s'ajouter à celle de la délégation gouvernementale qui a rencontré le FSLN et selon laquelle il n'y a pas de misère au Nicaragua. Le sociologue Oscar René Vargas, dans un rapport destiné à l'UNICEF, démontre le contraire.

Ce rapport sera publié en décembre sous le titre : *Nicaragua : Desafíos y opciones en un país de niños y mujeres (Nicaragua : Défis et options dans un pays d'enfants et de femmes)*. Il convient de signaler qu'il existe peu de données chiffrées officielles depuis le changement de gouvernement, en 1990. En effet, les nouvelles autorités publient peu de statistiques et obtenir des données est souvent très difficile. La plupart des chiffres cités par O. R. Vargas sont de 1990 et 1991.

- Population totale en 1990 (estimation): 3,8 millions
- Espérance de vie : 60 ans en ville, 50 ans en milieu rural
- 54 % de la population vit en ville
- Les femmes représentent 54 % de la population totale
- 34,2 % des foyers sont dirigés par des femmes seules
- 25 % des femmes sont analphabètes
- 26 % utilisent une méthode contraceptive
- Sur 100 000 grossesses, 169 femmes meurent avant, pendant ou après l'accouchement
- Chaque femme a en moyenne 6 enfants (taux de fertilité parmi les plus hauts d'Amérique latine)
- 21 % des enfants ont une mère de moins de 20 ans
- 50 % de la population a moins de 16 ans
  - 0/14 ans : 46 %
  - 15/64 ans : 52 %
  - 64 et plus: 3 % (chiffres arrondis)
- Au moins 500 000 enfants sont en conditions particulièrement difficiles (victimes directes ou indirectes de la guerre, de catastrophes naturelles, vivant en état de pauvreté critique, travailleurs et enfants de la rue)
- Population active : 1,4 million
- Chômage : 600 000 personnes (note 1)
- Consommation : entre 80 % et 90 % des revenus des ménages sont consacrés à l'alimentation
- Dette : 10 milliards de dollars; fuite des capitaux entre 1979 et 1990 : 4 milliards
- PIB per capita : 300 dollars (note 2)
- Logement : déficit : 1990 : 400 000 logements
  - 1991 : 420 000
  - 1992 : 440 000

On estime que 2,4 millions de Nicaraguayens n'ont pas de vraie maison. En ville, 55 % des maisons n'ont qu'une pièce et 67 % en milieu rural.

## — Santé et éducation :

Investissement de l'Etat par personne et en dollars :

	Education	Santé
1980 :	30	24
81 :	38,3	39,1
82 :	29,4	45,6
83 :	37,2	36,2
84 :	42,4	34,2
85 :	36,7	40,7
86 :	38,9	44,1
87 :	36,1	47,1
88 :	20,3	60,9
89 :	chiffre non disponible	32,8
90 :	chiffre non disponible	19,2
91 :	14,7	17,2

(Source : Banque centrale) (note 3)

## — Santé des enfants :

Mortalité infantile : 71,8 pour mille en février 1991 selon le ministère de la santé (note 4). Les quatre premières causes de la mortalité infantile (diarrhée, affections périnatales, maladies respiratoires aiguës, dénutrition) provoquent 81 % des décès.

18 % des moins de 6 ans sont dénutris (et 25 % des enfants de 1 à 5 ans)

22 % des enfants de 7 ans ont un retard de croissance

13 % des nouveaux-nés ont un poids insuffisant

15 % des femmes enceintes ne sont pas suivies pendant la grossesse et 15 % accouchent chez elles toutes seules

— Nutrition : en 1990, les Nicaraguayens ne pouvaient couvrir que 75 % de leurs besoins alimentaires (note 5).

## — Education :

940 000 enfants ont moins de 7 ans, l'âge de l'entrée à l'école primaire. 860 000 n'ont pas accès à la maternelle

24 % des enfants entre 7 et 12 ans ne vont pas à l'école

Sur 100 élèves qui commencent l'année scolaire, entre 15 et 25 ne la terminent pas

## DONNEES SUR LES ENFANTS TRAVAILLEURS

Dans un autre rapport à l'UNICEF, Oscar René Vargas donne quelques chiffres sur les enfants travailleurs.

- Mineurs de moins de 15 ans : 1 917 000, dont 743 000 vivent dans un état de misère absolue
- Mineurs de 7 à 15 ans qui ont des activités marginales : 5 350, dont 350 se prostituent, 3 000 volent et 2 000 demandent la charité
- Mineurs de 7 à 15 ans vivant dans la rue : 1 100
- Mineurs de 7 à 15 ans travaillant dans le secteur informel : 86 000, dont 26 000 travaillent dans la rue, 16 000 avec leur famille, 5 800 pour le compte de quelqu'un qui n'appartient pas à leur famille, 4 700 sont indépendants, 43 500 travaillent et vont à l'école
- Mineurs de 10 à 15 ans travaillant dans le secteur formel : 16 000. Aucun ne reçoit le salaire correspondant à son activité



ni le repos dont il a besoin. 5 000 sont exposés à des dangers physiques ou moraux. 1 600 seulement sont couverts par la sécurité sociale. -(ANN)

NOTE 1 : Les chiffres du chômage varient selon les sources. Alors que dans ce rapport le pourcentage est de 42,8 %, le Centre de recherche économique du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) reconnaît 52 % en 1991 et 55 % en 1992. Le FNT estime qu'il s'élève à plus de 60 % (NdR).

NOTE 2 : Selon la Banque mondiale, qui applique sa propre méthode de calcul, le PIB serait en 1992 de 340 dollars, plus bas désormais que celui d'Haïti (370 dollars), de la Somalie ou de l'Éthiopie (NdR).

NOTE 3 : Ce tableau montre que l'année 1988 marque un tournant pour la Révolution. Les effets conjugués de l'agression étatsunienne et de la crise mondiale ont obligé le gouvernement sandiniste à appliquer à partir de cette date ce que l'on a appelé le "paquet hétérodoxe", à savoir un ajustement économique qui tentait de préserver le plus possible les services sociaux de base, à l'inverse des "paquets orthodoxes" de type néo-libéral (NdR).

NOTE 4 : Ce chiffre n'est pas fiable pour plusieurs raisons. Les naissances et les morts sont de moins en moins déclarées à cause du montant des impôts et la population recourt de moins en moins aux centres de santé ou aux hôpitaux en cas de maladie. Il est donc très difficile de faire des statistiques. (NdT)

NOTE 5 : Selon *El Observador*, revue mensuelle de la Fondation pour le défi économique global (FIDEG), qui a utilisé en les corrigeant les chiffres du ministère du travail, le salaire moyen était, en juillet 1992, de 935 cordobas (187 dollars) et le prix du panier de la ménagère pour une famille de 5 personnes s'élevait à 803 cordobas (160,5 dollars). A la même date, le salaire moyen des fonctionnaires était seulement de 670 cordobas (134 dollars) (NdR). ♦

## CARLOS, POURVU QUE LES FOURMIS NE TE LE RACONTENT PAS

Quelle chance tu as d'être mort,  
Carlos Fonseca;  
quelle chance que la terre te protège et t'aveugle,  
qu'aucun Lazare impertinent ne puisse te dire aujourd'hui  
"lève-toi et marche",  
que la phrase de Tomas  
qui dit que tu es de ces morts qui ne meurent jamais  
soit seulement de la poésie.

Sur le Motastepe, l'herbe efface le sigle du FSLN  
mais c'est plus que cela qui a été effacé, beaucoup plus.  
Il y a beaucoup plus de cendres que celles de tes pauvres os;  
la cendre de tant de rêves s'élève aujourd'hui en spirales  
sur la verdure toujours égale et féroce du Nicaragua :  
mais c'est aussi plus que les rêves  
qui est devenu fumée,  
qui est mort et nous pousse chaque jour

de son odeur de charogne.

C'est ta mort, Carlos, et celle de tant d'autres  
qui aujourd'hui tend un doigt accusateur et nous montre  
notre propre misère.

Parce que nous ne sommes plus ceux qui juraient d'aller  
jusqu'au soleil de la liberté.

Nous ne sommes plus ceux des places, des slogans guérilleros,  
le regard clair et la tête haute.

Nous ne prenons plus le ciel d'assaut  
parce que nous sommes loin d'avoir été des anges,  
nous avons vite commis le péché d'orgueil  
jusqu'à ce que l'implacable et prompt épée de feu  
nous ferme de manière retentissante et sans appel  
les portes du Paradis.

Nous aurions pu être d'humbles pénitents,  
reconnaître que le pouvoir et ses pièges  
nous avaient fait le mauvais coup de nous engluier,  
de nous éloigner de cette terre et de ces visages  
d'où naît l'unique destin,  
que ton sang et tant de sang alimente,  
mais non, Maître, non, Carlos,  
l'héroïsme et la générosité sont devenus lettres mortes,  
la honte dont tu nous parlais n'existe plus;  
de même que l'herbe a effacé les lettres sur le Motastepe,  
de même ont été effacés les codes où étaient gravés  
l'éthique et la mystique.

Déjà nous ne nous reconnaissons plus les uns les autres,  
déjà nous ne savons plus qui est qui  
ni pourquoi nous devons continuer à adorer des idoles  
qui n'ont pas seulement des pieds mais aussi des corps d'argile.

Ah, douleur ! Ah, confusion de ceux qui s'obstinent  
à élever des tours jusqu'au Ciel  
sans se rendre compte que les langues se sont trompées,  
que déjà nous ne parlons plus le même langage,  
que, artisans de la tour de Babel, nous sommes tombés  
dans l'orgueil.

C'est triste de penser que toi qui voyais même quand  
tu ne pouvais plus voir,  
tu n'aies pu nous délivrer de la cécité;  
le Nicaragua est triste, Commandant Carlos,  
triste et pauvre, pauvre et chômeur,  
sans chaussures et presque sans espoir  
pendant que certains se disputent ta dépouille  
et prononcent chaque jour  
ton nom en vain.

Pourvu que les fourmis ne te le racontent pas,  
pourvu que le peuple t'enveloppe de sa pauvreté  
et te protège de nous.

Gioconda BELLÍ  
Managua, 8 novembre 1992  
(ANN/El Nuevo Amanecer Cultural)

Note : La publication de ce poème a suscité de nombreuses réactions au sein du FSLN. Le poète Juan Chow attaque : "J'ai cru que ton poème était un reproche à un certain secteur du



*sandinisme qui, comme toi, a eu la possibilité financière de partir aux Etats-Unis en espérant que le FSLN revienne au pouvoir en 1996". Le député Danilo Aguirre déplore son pessimisme : "Les petites fourmis sont déjà là, celles du centre, les pragmatiques, les radicales, chacune racontant à sa manière. Et sais-tu ce que leur a répondu Carlos? Qu'il n'y a pas de ciel, pas d'anges, seulement des pauvres et des luttes, que l'histoire commence à peine et que la lutte continue". Tomas Borge oppose son optimisme à la poète : "Je suis ton frère, le frère de tes frères et des fourmis qui ont envahi la place pour rappeler à Carlos qu'il est de ces morts qui ne meurent jamais".* ♦

## JUMELAGES : HISTOIRE ET PERSPECTIVES

**Managua, nov.— Le développement extraordinaire des jumelages sous le gouvernement sandiniste est un phénomène unique. Ils ont mobilisé les municipalités et les organismes de la société civile de presque tous les pays développés, les acteurs les plus divers animés des motivations les plus variées. Ils ont constitué un canal de communication et apporté une aide importante aux villes nicaraguayennes. La défaite du FSLN en 1990 et les changements dans la situation mondiale justifient aujourd'hui une analyse de leurs caractéristiques afin de systématiser l'expérience acquise et de la poursuivre dans la nouvelle situation.**

Les jumelages ont eu au Nicaragua une motivation plutôt politique; ils sont nés de la sympathie pour la Révolution. Il est nécessaire d'étudier la façon dont ils se sont développés si l'on veut les poursuivre. C'est pourquoi Popol-na, Fondation pour la promotion et le développement municipal, a mené une enquête, publiée sous le titre "La coopération intermunicipale et les jumelages au Nicaragua, 1980-1990", qui fait le point sur leur histoire et révèle la richesse et la complexité de cette expérience.

Le Nicaragua compte 107 villes jumelées et 346 jumelages avec des villes d'Allemagne (35), des Etats-Unis (24), d'Espagne (17), de Hollande (13), de Grande-Bretagne (10), de France (8), d'Italie (6), de Suisse (5) et d'onze autres pays. L'étude a été menée dans 31 municipalités totalisant 138 jumelages.

Les jumelages sont récents au Nicaragua. Le premier a eu lieu en 1964 dans le cadre d'un programme destiné à "la défense de la démocratie occidentale" et l'Alliance pour le progrès. Il faut attendre 1980 pour qu'ait lieu le second. Il n'est pas étonnant que ce type de relation ne se soit pas développé sous le somozisme, car le système politique d'alors ne favorisait pas un mouvement qui promeut la démocratie, la participation des citoyens, le respect des droits des peuples, la lutte pour la paix et l'autodétermination locale. La dictature et la perte du prestige international ne contribuaient pas non plus à éveiller l'intérêt de la communauté internationale.

Le triomphe du peuple nicaraguayen, en 1979, a changé le cours de notre histoire et a eu un grand impact international. Le programme du gouvernement montrait que le sandinisme était

un phénomène politique nouveau. Un mouvement de solidarité sans précédent s'est mis en marche et a joué un rôle important pour éviter l'isolement du Nicaragua face à l'agression. Le mouvement des villes jumelées s'inscrit dans le bilan de la solidarité, avec ses particularités.

La période 1980-1984 constitue une première étape. Beaucoup de délégations, principalement européennes, visitent le pays et deviennent le moteur des jumelages, dont 22 sont alors établis. La recrudescence de l'agression, à partir de 1984, ouvre une seconde étape. La solidarité sous toutes ses formes augmente et, entre 84 et 86, il y a 52 nouveaux jumelages. Dans la période suivante, de 1987 à 1990, on en compte 63 supplémentaires. Des réunions par pays sont organisées ainsi que des conférences aux Etats-Unis et à Amsterdam. Ce développement sans précédent s'explique entre autres par le fait que le Nicaragua a réussi à établir des contacts directs et grâce à la venue de délégations, de brigades et à l'envoi de délégations nicaraguayennes à l'étranger. Toute une série de groupes et d'organisations ont aidé à la concrétisation des jumelages : les comités de solidarité, les brigades de volontaires, les coopérants, les délégations, les Fondations créées à cet effet, les ONG, les municipalités, les Eglises, les organismes religieux et des groupes indépendants. Les délégations et les brigades ont joué un rôle important au début, puis ont été relayées par les comités de solidarité. Les municipalités nicaraguayennes ont également tenu leur place dans la recherche de relations internationales.

On observe quelques différences entre les jumelages avec des villes européennes et ceux établis avec des villes étatsuniennes. Les relations avec les villes européennes se caractérisent par leur fluidité, de larges campagnes de sensibilisation, des contacts officiels importants, le financement de projets qui entraînent la participation de comités de jumelage, d'ONG, d'associations locales, l'implication de plusieurs villes ou même des gouvernements. Les jumelages s'appuient sur des groupes de citoyens appartenant à différents secteurs comme l'éducation, la santé, les écologistes, les jeunes, les intellectuels, etc... Aux Etats-Unis, les contacts officiels et la participation des autorités ont été moindres, ce qui s'explique par les contradictions qui marquaient les relations entre les deux pays. Les jumelages s'appuyaient surtout sur le mouvement de solidarité et les groupes qui luttait contre la guerre. De même, les financements et la dimension des projets étaient inférieurs. Mais des délégations visitaient en permanence le Nicaragua et les groupes religieux, les vétérans de guerre, les syndicats, les enseignants, les mouvements humanistes et ethniques ont joué un rôle important.

Les objectifs des jumelages en Europe étaient les suivants :

- soutenir les projets de la ville nicaraguayenne
- informer et sensibiliser l'opinion publique
- établir des contacts directs entre organisations ou entre personnes
- élargir le soutien au Nicaragua
- promouvoir un dialogue Nord-Sud

Aux Etats-Unis, les buts étaient principalement :

- établir une relation de peuple à peuple



- soutenir le peuple nicaraguayen (et pas nécessairement le gouvernement)
- infléchir la politique des Etats-Unis envers le Nicaragua
- impliquer de plus larges secteurs de la société étatsunienne.

Au Nicaragua, les jumelages visaient à :

- établir des liens de jumelage comme une forme de la solidarité
- faire connaître notre réalité
- stimuler la coopération
- encourager le dialogue Nord-Sud
- impulser des projets municipaux
- échanger les expériences pour enrichir celles des nouvelles municipalités
- contribuer à briser l'isolement du pays
- encourager les efforts en faveur de la paix.

Parmi les acquis, il faut signaler en premier lieu les progrès de la solidarité et une meilleure connaissance de notre réalité à l'étranger, ce qui a permis de mobiliser de plus larges secteurs en faveur du Nicaragua. Les jumelages nicaraguayens ont matérialisé la conception selon laquelle, tandis que les gouvernements s'éloignent, les communautés locales se rapprochent, parfois en dépit des politiques officielles. L'aide a représenté en moyenne 50 % des investissements municipaux; dans les municipalités pauvres, elle a pu atteindre 90 % et dans les grandes villes, elle se situe entre 25 et 40 %. Elle a porté principalement sur l'éducation, la santé et les services municipaux (entre autres l'eau).

Depuis 1990, sur les 138 jumelages qui ont fait l'objet de l'enquête, 98 seulement maintiennent des relations et 57 poursuivent des actions. Le principal problème est aujourd'hui celui de la communication. De plus, le soutien du gouvernement central et des autorités régionales, qui se manifestait avant par l'exonération d'impôts sur les donations, les facilités pour le dédouanage et les démarches migratoires, l'appui des ambassades et l'existence de structures chargées de faciliter les relations avec le gouvernement central et les régions, a presque complètement disparu. La canalisation des donations en matériel ou en argent pose problème. De plus, les faiblesses techniques des municipalités pour la formulation des projets, le suivi et le contrôle de l'exécution persistent. On observe également des contradictions politiques à l'intérieur des municipalités nicaraguayennes et dans les municipalités étrangères. Seule la résolution de ces difficultés peut créer les conditions nécessaires à la poursuite des jumelages. -(ANN/Popol-na) ◆

## LES INDIGENES DU PACIFIQUE, IGNORES MAIS VIVANTS

Managua, nov.— Qu'est-ce qu'une communauté ethnique? Les Monimbos et les Sutiavas sont-ils des ethnies? Dans la zone du Pacifique et du centre-nord du Nicaragua, plusieurs communautés se proclament obstinément indigènes. La revue *Envío* a publié une étude sur cette réalité niée, tout aussi obstinément, par la société nicaraguayenne.

Contre toute apparence, ces groupes sont des communautés ethniques au sens le plus strict du terme et possèdent leurs propres structures internes, tout comme les communautés indigènes de l'Atlantique. Au-delà des différences géographiques et linguistiques, tous ces groupes ont en commun des structures socio-culturelles capables de constituer une base sociale solide permettant d'unifier leur lutte pour une reconnaissance au niveau national. De nouvelles perspectives ont été créées avec la fondation de la Fédération nationale des communautés indigènes du Nicaragua (FENACIN), à l'initiative des communautés du Pacifique et du centre-nord (P-CN).

## IGNORES PAR LES POUVOIRS PUBLICS

Si l'on examine les lois et décrets relatifs aux minorités ethniques édictés par le gouvernement sandiniste, on est frappé de voir que rien ne se réfère aux communautés du P-CN. Celles-ci semblent avoir été ignorées des anciens dirigeants du pays. Cela peut signifier deux choses. Tout d'abord ces ethnies n'ont pas eu la même importance géopolitique que celles de la côte Atlantique : les conflits entre le FSLN et les ethnies de la côte ont été utilisés par les Etats-Unis pour discréditer et isoler internationalement le gouvernement révolutionnaire. Celui-ci a été obligé de reformuler sa politique vis-à-vis des communautés de l'Atlantique, avec comme résultat la promulgation du statut d'autonomie. Second volet de l'explication : les pouvoirs n'ont pas été convaincus que dans le P-CN, il s'agissait de communautés ethniques méritant en tant que tel un traitement spécifique.

De nombreuses anecdotes démontrent que, pour les dirigeants sandinistes, le fait que certains groupes du P-CN se proclament indigènes répondait à une tactique opportuniste pour jouir de prérogatives. Ces communautés n'auraient eu, selon eux, aucune des caractéristiques qui constituent une ethnie : phénotype racial, langue, possession de terres communautaires. Privés de ces caractéristiques, ces groupes ne seraient que des métis qui se font passer pour des indigènes et il n'y aurait donc aucune raison d'adopter des politiques spécifiques à leur égard. Leur caractère indigène a été tout au plus considéré comme partie du folklore national par les dirigeants sandinistes (cas des artisans, par exemple) ou comme partie du mythe politique qui réduisait la "révolte indigène" à la lutte sandiniste contre la dictature (cas de Monimbo et de Sutiava).

Ces stéréotypes sont encore présents dans beaucoup de cercles qui considèrent que les dernières communautés ethniques du P-CN qui ont survécu à la période coloniale ont été détruites par les régimes libéraux et les processus de métissage. Ce préjugé est partagé par les indigènes de l'Atlantique qui estiment qu'il n'y a pas d'indigènes du côté Pacifique. Mais dans la région du P-CN, il existe de nombreuses communautés, certaines urbaines et d'autres rurales, dont les membres se définissent eux-mêmes comme indigènes et dont voici la liste:

communautés de San Lucas, Totogalpa, Cusmapa (département de Madriz); Mozonte, Telpaneca (Nueva Segovia); Bocay, Jinotega (Jinotega); Sébaco, Muy Muy, Matagalpa (Matagalpa); Sutiava (Leon); Monimbo (Masaya); Veracruz (Rivas).



La population totale de ces communautés compte entre 80 000 et 100 000 personnes. Mais leur recensement est encore à faire, ce qui constitue une de leurs premières revendications.

### FAMILLES ET PARENTELE

Dans tous ces groupes, les rapports de parenté apparaissent comme un des principaux éléments de cohésion. Celle-ci se manifeste par une solidarité et une coopération qui prennent la forme d'un échange d'aide en argent, en travail ou en services. Ces liens se manifestent aussi bien horizontalement, entre mêmes générations, que verticalement entre générations d'âge différent. La participation à des pratiques rituelles collectives (fêtes de saints, etc), l'instauration de liens de "parenté rituelle" (parrains, compères) ainsi que les liens de voisinage tendent à renforcer la cohésion entre les groupes familiaux.

Les relations de parenté s'organisent en familles nucléaires (père-mère-enfants) ou, plus fréquemment, en familles élargies (famille nucléaire + parents). Ces deux types de famille peuvent vivre dans une même maison ou dans des maisons mitoyennes ou proches. Mais on rencontre de plus amples réseaux de parents qui peuvent atteindre 200 ou 300 personnes. Ce sont ces parentèles qui constituent la "base sociale naturelle" des différentes instances de direction politique (Conseil des anciens, etc) ou rituelle (confréries, etc) qui organisent la vie des communautés. Mais familles et parentèles ne caractérisent pas les communautés du P-CN; elles se rencontrent pratiquement dans tout le pays et tous les secteurs sociaux. Selon notre recherche, les formes de regroupement spécifique des communautés du P-CN qui se disent indigènes sont le lignage et le clan.

### LE LIGNAGE

Le lignage n'est pas en soi une structure distinctive des communautés du P-CN. Il ne l'est qu'en tant qu'élément constitutif, que segment d'un clan. Le lignage est formé de toutes les personnes descendantes d'un même ancêtre et pouvant le prouver. A la différence de la famille et de la parentèle, le lignage ne comprend pas seulement les parents en vie mais aussi les morts. C'est la structure sociale chargée d'assurer la continuité de la communauté en reliant les générations. Dans le cas de Sutiava, par exemple, il existe d'anciens lignages qui descendent de familles de la noblesse indigène durant la période coloniale et qui ont toujours été des autorités au sein de la communauté. Les actuels membres du Conseil des anciens appartiennent à ces lignages.

L'appartenance aux lignages détermine l'appartenance à la communauté. La filiation peut se faire par la branche paternelle ou maternelle, selon les générations, ce qui permet de perpétuer le lignage en cas de mariage mixte avec quelqu'un d'extérieur au groupe. Les enfants nés de tels mariages sont considérés comme d'authentiques indigènes, mais pas le conjoint qui n'appartient à aucun lignage. Ce système de filiation permet aux communautés du P-CN de se reproduire dans des situations démographiques défavorables (diminution de leur population, déséquilibre de la proportion hommes-femmes) car il leur permet de récupérer tous les enfants pour l'ethnie. On a tendance à préférer les mariages mixtes entre une femme indigène et un homme non indigène plutôt que l'inverse, de même que dans

les communautés miskitas. Cela semble s'expliquer par l'existence de formes de résidence matrilocale ou à la conformation de familles dirigées par la femme, dans des situations où le mari s'absente temporairement ou définitivement du foyer. Tout révèle que les femmes jouent un rôle prépondérant en tant qu'élément permanent de la famille alors que l'homme en est un élément relativement itinérant.

### CLANS ET COMMUNAUTES

Le clan constitue la seconde structure de parenté distinctive des communautés indigènes. Selon les anthropologues, le clan est constitué de tous les individus qui se considèrent comme descendants d'un même ancêtre, mais sans pouvoir prouver réellement cette filiation, à la différence du lignage. Le clan, comme le lignage, assure la continuité des communautés à travers le temps. Les clans ont tendance à être endogames, même s'ils permettent l'exogamie.

Il est probable que les clans correspondent aux anciens "quartiers" qui divisaient administrativement ou territorialement les communautés durant la période coloniale. Ces clans n'ont pas disparu après l'indépendance et ont continué à exister malgré les régimes libéraux, la pénétration capitaliste et les tendances à l'étatisation de la révolution sandiniste. Par exemple, la communauté indigène Matagalpa est encore divisée en "quartiers": Solingalpa, Molaguina, Pueblo Grande et Laborio, qui constituent, semble-t-il, quatre clans distincts. Il est possible que la subdivision de Monimbo en deux "quartiers", Monimbo d'en haut et Monimbo d'en bas, corresponde à deux anciens clans. Mais aujourd'hui, dans le cas de Sutiava et Monimbo, il semble qu'il n'y ait plus qu'un seul clan qui rassemble la communauté tout entière.

### AUTORITES INDIGENES

On rencontre deux types d'autorités indigènes. Les autorités traditionnelles fonctionnent selon un droit non écrit qui peut éventuellement adopter certaines formes du droit moderne. Le nom de ces autorités varie d'une communauté à l'autre. Certaines parlent de "Conseil des anciens" (Sutiava et Monimbo), d'autres de "caciques" (Matagalpa). En général, ces autorités sont constituées par les personnes âgées appartenant à de vieux et prestigieux lignages et jouissant d'autorité morale. Le second type d'autorités indigènes peut être appelé "autorités juridiques modernes". Celles-ci fonctionnent selon le droit moderne et les lois du pays et les anciens n'en font pas nécessairement partie. Elles sont souvent désignées comme "directives" de la communauté. Leurs membres sont élus et elles devraient être les interlocuteurs formels des autorités du pays. Mais dans la pratique, les autorités municipales et nationales négligent habituellement les autorités indigènes dans la prise de décision. La communauté ne reconnaît pas comme autorité politique ceux qui ne sont pas membres du lignage et des clans. C'est ce que n'ont pas compris les dirigeants du FSLN qui, durant des années, ont imposé leurs candidats dans les élections des autorités indigènes.

Il existe des communautés qui n'ont pas d'autorités traditionnelles, celles-ci ayant disparu au cours de la première moitié du 20ème siècle. Mais on évoque actuellement la possibilité et la nécessité de les réinstaurer car les indigènes ont pris conscience



de leur rôle stratégique dans la cohésion de la communauté, afin de donner du poids à leurs revendications spécifiques.

#### ARTISANS ET PAYSANS

La population indigène du P-CN se caractérise par une certaine différenciation en termes de classes sociales. Cependant, elle est majoritairement composée de paysans et d'artisans. Nous retrouvons ces derniers fortement concentrés dans les communautés indigènes de Monimbo, travaillant dans de petits ateliers qui fonctionnent sous l'autorité d'un "maître" participant à la production, assisté d'apprentis qui sont des parents ou des fils de ses voisins ou amis. Les familles se transmettent de génération en génération les métiers et techniques de la production artisanale. Les deux principales communautés d'artisans, Monimbo et Sutiava, sont favorisées par le fait d'être urbaines et de faire partie de villes importantes du Pacifique, Masaya et Leon. Mais depuis 90-91, de nombreux artisans ont dû abandonner leur production traditionnelle fortement concurrencée par les importations massives. Ils sont aujourd'hui au chômage ou intégrés à l'économie informelle.

L'autre secteur économique majoritaire est la paysannerie. Toutes les communautés, sauf celle de Monimbo, ont des terres communautaires. Le cas de Monimbo est intéressant car il prouve que les communautés peuvent subsister même en ayant perdu leurs terres. En principe, une loi de 1935 interdit la vente ou l'hypothèque des terres communautaires. Mais aussi bien les latifundistes que d'autres paysans non indigènes se sont appropriés d'importantes parcelles ou ont refusé de payer leur loyer à la communauté sans que l'Etat ne fasse rien et malgré les protestations des indigènes. Le FSLN lui-même a violé cette loi durant la révolution en attribuant à des coopératives des terres communautaires.

Celles-ci sont distribuées aux paysans indigènes par les "autorités juridiques modernes", après consultation des autorités traditionnelles. Les terres sont attribuées en usufruit et les paysans ne sont pas soumis au paiement d'un loyer excepté parfois lorsque les parcelles dépassent une certaine superficie. Il semble que l'on ait tendance de cette façon à pénaliser l'accumulation de terres.

L'idée selon laquelle les communautés ont perdu leurs terres est donc fautive. Certaines données prouvent les immenses extensions qui sont encore légalement propriété de certaines communautés indigènes du P-CN (communauté de Sébaco, 131 250 hectares; communauté de Jinotega, 33 000 hectares; communauté de Sutiava, 30 000).

#### L'UNITE DANS LA LUTTE

Après plusieurs réunions préparatoires, une assemblée s'est tenue le 24 avril à Sébaco, à laquelle assistaient des représentants des communautés du P-CN et de la Côte Atlantique. La décision de constituer la Fédération nationale des communautés indigènes du Nicaragua (FENACIN) a été prise et celle-ci est née le 23 mai à Sutiava. Le processus d'autonomie de la Côte Atlantique, malgré ses erreurs et ses limites, a permis d'entrevoir une possible organisation de modèles alternatifs pour les

communautés indigènes. Les indigènes ont montré une certaine lassitude face aux divisions créées au sein de leurs communautés par les affrontements FSLN-UNO et la FENACIN prétend dépasser les clivages traditionnels.

La Fédération s'est fixé comme objectifs l'unité dans la lutte pour les revendications spécifiquement ethniques, l'affirmation des valeurs propres et des autorités traditionnelles, la reconnaissance du rôle des femmes au sein des communautés, la dénonciation du pillage et du génocide, l'alliance avec tous les secteurs disposés à lutter pour la dignité des peuples indigènes. Il a été décidé de créer deux instances supérieures de direction : le Congrès national indigène et le Conseil national indigène.

Nous avons tenté de montrer que le "Nicaragua métis" est un mythe idéologique et qu'il existe des communautés indigènes dans le P-CN, même si elles ont perdu leur langue, leurs vêtements et même parfois leurs terres. La création du FENACIN suscite un espoir dans ces communautés car elle pourrait non seulement permettre de faire avancer leurs revendications mais aussi jouer un rôle important dans la construction d'une véritable démocratie populaire dans une société multi-ethnique et pluriculturelle. -(ANN/Envio) ♦

## EL SALVADOR : LE MARECAGE DE LA TRANSITION

Angel Saldomando, de San Salvador

**Managua, 24 nov.—** Le Salvador a connu en octobre des tensions qui auraient pu déboucher sur une reprise de la guerre : le pouvoir civil, sous la pression de l'armée et de son propre parti, a freiné l'accomplissement des accords alors qu'un rapport de l'ONU sur l'épuration de l'armée compromettait jusqu'à l'actuel ministre de la défense. Le FMLN a mis ses forces en alerte et réclamé un délai supplémentaire pour sa démobilisation totale. Si aujourd'hui tout le monde respire après ces tensions d'octobre, la transition n'en est pas moins difficile.

Malgré la fermeté qu'il affiche, le gouvernement est en position de faiblesse. Il est évident que les intérêts qu'il défend n'ont pas suffisamment de légitimité politique pour susciter un courant d'opinion favorable dans le pays. L'ONU a résisté à ses pressions et le FMLN a obtenu le délai qu'il réclamait pour finir de se démobiliser, ce qui sera fait en principe le 31 décembre. Chacun attend de cette transition, qui devrait déboucher sur une redéfinition du panorama politique, qu'elle lui assure un espace et des garanties. Le FMLN a qualifié ce processus de "révolution démocratique". Mais c'est une révolution sans gloire, marécageuse et usante. Le processus de paix touche aux principaux aspects du pouvoir et pourra aussi bien transformer en réalité les actuels embryons de changement que les laisser s'embarquer avec tous les risques que cela comporte.

Actuellement, le chemin se perd dans un labyrinthe des commissions. Alors que la commission de paix (COPAZ) supervise



tout ce qui concerne la démobilisation et la pacification, la commission de reconstruction doit planifier la relance et la distribution des ressources dans les zones du FMLN. La commission sur la terre doit quant à elle recenser et distribuer les propriétés pendant que le forum de concertation tente d'élaborer un calendrier économique et social souscrit par le gouvernement, le patronat et les travailleurs.

Il est trop tôt pour faire un bilan dans les différents domaines mais il semble toutefois que ce soit la démobilisation qui avance le plus vite (note) alors que les résistances les plus fortes concernent les Forces armées. Le plan de reconstruction et de distribution des terres va à un rythme plus modéré. Les modifications apportées par l'ONUSAL (mission de l'ONU pour contrôler le processus de paix) et concernant la distribution des terres ont compliqué les choses. On est passé de l'idée de l'ample redistribution d'une grande superficie à peu de possédants à l'idée d'une répartition de parcelles à beaucoup de bénéficiaires. Cela ne favorise pas le FMLN qui perdra ainsi la "couverture" territoriale dont il dispose actuellement. Pour des raisons d'implantation politique, le FMLN aspire à une solution qui ne le concentre pas dans des zones limitées. Du côté de la concertation économique et sociale, on est parvenu récemment à élaborer un calendrier mais il est probable que les discussions ne commenceront pas avant 93.

La dynamique de la transition est très étroitement liée aux négociations au sein des différentes commissions, au rapport de force militaire et à l'intervention d'acteurs extérieurs comme l'ONU et les États-Unis. Cela tend à cantonner le processus dans des sphères superstructurelles et rend difficile l'intégration des organisations populaires. Dans ces conditions, ces dernières ont du mal à faire leur la transition. La dynamique politique qu'elles pourraient y apporter en souffrir. Mais elles auront un rôle important à jouer en 1993.

Cette prochaine année sera électorale. Ce sera tout à la fois le moment de l'exécution des accords, de la formation d'alliances, de la campagne électorale et de l'annonce des programmes de gouvernement. La menée à terme de l'exécution des décisions issues de la concertation devra être assurée par le vainqueur aux élections de 94. Ni ARENA, actuellement au pouvoir, ni le patronat ne sont très pressés de s'engager sur le terrain socio-économique. ARENA cherche à mettre à son actif les accords de paix passés sous son gouvernement. La Démocratie chrétienne semble être à la recherche d'un nouveau profil progressiste pour se démarquer d'ARENA et conquérir la base du FMLN.

Celui-ci gagne en popularité selon les derniers sondages, mais on ne sait pas encore quel sera son visage. Il n'a pas élaboré sa proposition et l'on ignore s'il ira aux élections seul ou s'il cherchera à faire alliance avec la Démocratie chrétienne pour former un centre gauche. L'axe de sa stratégie est la conquête d'une forte représentation parlementaire et d'une bonne implantation municipale, sans se concentrer exclusivement sur le pouvoir présidentiel. Mais cette ligne n'est pas partagée par tous et la lutte pour les présidentielles tend à prendre de la place dans le discours. La coexistence des cinq tendances au sein du FMLN crée également quelques problèmes. Si le parti se présente uni à des fins de représentation politique, dans les faits chaque tendance

continue à mener sa propre existence organique et politique et chacune semble élaborer sa propre proposition au lieu de commencer par une discussion commune entre les groupes.

Pour le FMLN, la démobilisation, l'insertion dans la production et la reconversion à la vie politique doit être rapide. Tirant les leçons de l'expérience nicaraguayenne qu'ils ont soigneusement observée, les dirigeants de l'opposition veulent éviter qu'un vide s'installe comme celui qui a résulté de la crise du FSLN. Pour le moment, la transition n'a pas perdu tout son dynamisme mais l'année qui vient devrait amener de nouvelles tensions qui la mettront à l'épreuve. Ce sera le moment de prouver si oui ou non la démocratie est possible au Salvador, après 12 ans d'une guerre livrée pour elle. -(ANN)

Note: le 24 novembre, la direction du FMLN a néanmoins décidé de paralyser la démobilisation de ses troupes pour répondre à la militarisation du pays par l'envoi de l'armée dans les plantations de café sous prétexte de surveiller la récolte et au manque de garanties quant à l'attribution de terres aux combattants démobilisés (NDT). ♦

## POURQUOI LE PANAMA A DIT NON

Raul Leis, de Panama

Managua, 17 nov. — Le 15 novembre, la majorité des électeurs panaméens ont dit "non" aux réformes constitutionnelles proposées par le gouvernement. Le résultat du référendum n'a surpris personne, car il est évident que les Panaméens rejettent non seulement les réformes mais aussi ceux qui détiennent le pouvoir et dont la cote d'amour est tombée de 90 à 5 % en trois ans.

Le "non" a gagné avec deux fois plus de voix que le "oui", prouvant que les médias n'ont qu'une action limitée. Face à la campagne, très coûteuse, des partisans des réformes, le "non" a avancé de bons arguments appuyés sur la réalité d'un pays où 65 % de la population n'a pas les moyens de satisfaire ses besoins fondamentaux et voit son gouvernement comme un problème supplémentaire et non comme un instrument de la solution.

Il y a eu toutes sortes de "non". Presque toutes les organisations de la société civile ont choisi le "non" tandis que le "oui" était soutenu par les partis politiques au gouvernement. Ceux-ci ont reconstitué momentanément l'alliance qui avait gagné les élections de 1989 et avait été rompue après l'expulsion du Parti démocrate chrétien (PDC). D'une certaine façon, la victoire du "non" a enterré les espoirs électoraux du bloc au pouvoir et a donné un avant-goût de ce qui pourrait se passer lors des élections générales de mai 1994. Mais quelles étaient les principales faiblesses des réformes proposées?

### LE REJET DES REFORMES

La constitution proposée a été conçue sans participation. La liste des organisations consultées pour son élaboration était partielle



et la plupart des instances de la société civile n'ont pas été prises en compte. Par ailleurs, le débat s'est mêlé aux batailles politiques et les réformes sont devenues monnaie d'échange entre partis. Le nouveau texte mettait également en évidence la contradiction entre les droits sociaux, politiques, économiques réaffirmés ou ajoutés à l'ancienne constitution et la politique réelle menée par le gouvernement avec le soutien de l'Assemblée. Quant au thème du militarisme, cheval de bataille des défenseurs des réformes, le texte proposé prévoyait la suppression de l'armée et du concept de défense nationale. Il suggérait que seule l'armée est à l'origine des dictatures et éludait la présence et le pouvoir d'un complexe militaire étranger, le Commandement Sud des Etats-Unis, auteur de nombreuses invasions militaires et soumis à des intérêts étrangers à ceux de la nation. Le gouvernement ne veut pas davantage reconnaître la prolifération de corps armés privés qui obéissent à ceux qui les payent et ne sont assujettis à aucune autorité constitutionnelle. La suppression de l'armée n'empêcherait pas la militarisation croissante du pays : celle-ci est parrainée par le gouvernement lui-même quand il crée de nouvelles forces militaires, laisse se multiplier les corps armés privés et passe sous silence l'occupation par l'armée étatsunienne.

Les réformes prévoyaient également, en ce qui concerne le pouvoir législatif, l'obligation d'appartenir à un parti pour être candidat à la députation. Or, le mouvement social panaméen a besoin de s'exprimer et d'accéder au pouvoir par ses propres représentants. On peut signaler enfin que le nouveau texte ne reconnaissait pas le caractère pluriculturel de la population - alors qu'il existe dans notre pays sept ethnies différentes -, pas plus que l'existence de la propriété communale ou collective de la terre.

#### LA SIGNIFICATION DU NON

L'abstention est le principal sujet de préoccupation : 60 % de la population ne s'est pas rendue aux urnes pour des raisons diverses, parmi lesquelles on peut signaler une mauvaise organisation des inscriptions sur les listes électorales. Les sondages indiquent cependant que le "non" aurait gagné avec davantage de voix si les abstentionnistes avaient voté. Le Parti révolutionnaire démocratique (PRD) tente aujourd'hui de capitaliser le rejet des réformes mais semble avoir du mal à y parvenir : les Panaméens ne veulent ni du passé (les militaires et le PRD) ni du présent (Endara et PDC); ils cherchent plutôt une alternative. Diverses forces travaillent à augmenter la pression populaire en faveur de la convocation d'une Assemblée constituante, ce qui signifierait, selon le gouvernement, un véritable coup d'état. Mais cela n'a de sens que dans le cadre d'un processus de participation de la société. Une Constituante qui n'en aurait que la forme, c'est-à-dire consacrant la prédominance des partis, légaliste, privée des mille nuances qui s'observent dans la société, n'apporterait pas de solution réelle car elle ne ferait que reproduire les vices de l'Assemblée actuelle. Le "non" doit ouvrir la voie à un mouvement national qui affirme le droit des Panaméens à participer non seulement à l'élaboration d'une nouvelle constitution mais aussi à la construction de la nation et de la démocratie. -(ANN/Barricada) ◆

#### GUATEMALA : QUELLE LEGALITE ?

**Managua, nov.— La campagne d'intimidation et de discrédit lancée contre le Comité d'unité paysanne (CUC) pose la question du sens de la légalité dans un pays où les violations permanentes des règles constitutionnelles de la part des autorités empêchent la population d'exercer ses droits élémentaires.**

Le ministre de la défense, Domingo Garcia, a accusé le CUC d'être le bras politique de la guérilla. Quelques heures plus tard, après une poursuite rocambolesque, la police capturait trois soi-disant membres de cette organisation portant armes et munitions. Comme par hasard, ces faits sont survenus alors que se déroulait la Marche indigène, paysanne et populaire pour la vie, la terre, le travail et la paix organisée par le CUC pour le 14ème anniversaire de sa fondation. *"Je lance un appel aux paysans qui participent à la marche afin qu'ils ne se laissent pas faire par des gens qui les poussent à manifester et pour qu'ils restent chez eux car le CUC est lié à la subversion"*, a proclamé le ministre de la défense. Malgré son appel et les actions d'intimidation déclenchées par l'armée contre les participants, le groupe initial de 500 paysans s'est transformé en un cortège de 10 000 personnes recevant sur leur passage les manifestations de solidarité de la population.

Il n'y a pas que le CUC qui soit victime de cette campagne. En janvier 92, Amilcar Mendez, dirigeant du Conseil des communautés ethniques Runujel Junam (CERJ) a été accusé directement par le président Serrano d'avoir des liens avec la guérilla. Les communautés en résistance (CPR) et les Commissions permanentes de réfugiés au Mexique (CCPP) ont été désignées de la même façon par le gouvernement, ce qui prouve qu'il s'agit d'une campagne avec des objectifs clairs contre le mouvement populaire. Répandre l'idée que les organisations populaires sont liées à la guérilla est devenu le moyen utilisé par l'armée pour justifier les menaces et la répression ouverte contre les secteurs organisés. Les représentants des Communautés en résistance ont rejeté les accusations de l'armée et affirmé que les autorités utilisent cet argument pour maintenir la répression et poursuivre les bombardements de leurs villages.

Ce n'est pas un hasard si c'est aujourd'hui que le gouvernement et l'armée ont recours à ces formes de pression déjà connues. Ces méthodes apparaissent à un moment où les luttes populaires prennent leur essor, alors que les manifestations de mécontentement tendent à se généraliser et que le statu quo est menacé par des explosions sociales dues à la détérioration constante des conditions de vie. *"Il est déplorable que le président Serrano emploie les mêmes procédés malhonnêtes que ceux qui ont été mis en oeuvre pendant le régime du général Romeo Lucas Garcia pour faire taire l'opposition démocratique, alors que celle-ci emploie la voie légale et pacifique pour chercher une solution à la crise"*, affirmait le dirigeant du CERJ dans une lettre adressée aux médias à la fin de janvier dernier. Plusieurs mois plus tard, fin mai, sa maison était l'objet d'un attentat à la grenade et un mandat d'arrêt était lancé contre lui. Peu avant, il avait accusé un militaire d'avoir assassiné un paysan.



C'est dans ce contexte qu'il y a quelques mois, le gouvernement a exigé du CUC qu'il demande sa légalisation. Mais que signifie la légalité dans un pays où elle est violée en permanence ? La situation réelle des travailleurs agricoles défendus par le CUC n'a rien à voir avec ce qui est prévu par les lois. Les latifundistes ne leur paient pas les salaires établis et ils ne bénéficient d'aucune prestation sociale. S'ils manifestent le moindre mécontentement, ils sont licenciés. La présence de l'armée durant les récoltes de canne, de café et de coton, garantit le maintien de "l'ordre". En ville, ce n'est guère différent. Les conventions collectives sont violées, les travailleurs exposés aux licenciements arbitraires, à l'élimination de leurs syndicats et à la surexploitation dans les usines de montage étrangères, les *maquilas*.

Lorsque le gouvernement parle de légalité pour les organisations populaires, on ne peut s'empêcher de mentionner la question des droits humains. Les principaux témoins des assassinats d'enfants de la rue ont été soit séquestrés soit obligés à l'exil; les médias reçoivent des menaces de la part des groupes paramilitaires, en particulier ceux qui donnent une information sur l'assassinat de l'anthropologue Myrna Mack. Les assassins d'une famille de Ciudad Peronia ont pu s'évader de prison avec la complicité des autorités.

Depuis 1978, les travailleurs agricoles ont trouvé dans le CUC un instrument pour défendre leurs intérêts. Malgré la répression déchaînée contre la paysannerie dans les années 80, il est parvenu à s'organiser et à marquer des points. Membre de l'Unité d'action syndicale et populaire (UASP), il s'est gagné le respect et la reconnaissance. *"Nous sommes une organisation large, pluraliste et populaire"*, a-t-il annoncé dans un communiqué publié le 25 mai dans les médias, en réponse aux accusations du ministère de la défense. Ce document affirme que le CUC est d'accord pour se légaliser *"seulement si la vie de ses dirigeants et de leurs parents est garantie, s'il est mis fin à la répression et aux accusations contre les organisations populaires et si l'on s'attaque aux problèmes que vivent les indigènes et les paysans"*. Pour le dirigeant du CUC Juan Mendoza, la reconnaissance d'une organisation réside dans sa représentativité. *"Il ne sert à rien d'avoir une liste d'organisations légales si elles existent seulement sur le papier; il vaut mieux une organisation qui agisse sans personnalité juridique mais avec des milliers de membres"*. Il a déclaré au cours de la même entrevue : *"Le gouvernement nous demande de répudier la guérilla et d'appuyer l'armée. Cela ne correspond pas à ce que nous pensons. Il y a eu des milliers de victimes, à Santiago Atitlan, à Peronia, à El Aguacate et nous ne l'oublierons jamais. Nos principes sont inébranlables"*. -(ANN/Noticias de Guatemala) ♦

## EN BREF

LA CHASSE AUX SORCIERES est ouverte dans l'Education nationale. 35 enseignants ont été licenciés depuis la mi-octobre pour *"indiscipline"* ou *"manquement à l'éthique professionnelle"*. Le syndicat ANDEN a fait savoir que la totalité de ces indisciplinés sont des militants syndicaux ayant participé aux dernières mobilisations.

SANTE. Les travailleurs de la Santé ont déclenché à la mi-novembre un mouvement de grève qui s'est étendu à tous les hôpitaux, pour exiger une revalorisation de 100 % de leurs salaires. Ceux-ci oscillent entre 50 dollars pour un aide-soignant et 180 dollars pour un interne. Les salariés avaient accepté l'argument gouvernemental selon lequel il fallait donner priorité à la création de postes sur les augmentations de salaires, mais il n'y a eu aucune embauche. Le ministre des Finances vient d'annoncer qu'il n'y aurait pas d'augmentations salariales en 93.

RECONTRAS. Dans le nord et le centre, des groupes de recontras continuent à agir, de concert avec l'extrême-droite, pour faire pression sur le gouvernement. Le "Front nord 380" regroupe environ 600 hommes et ses revendications sont d'ordre politique. Il exige en particulier le démantèlement de l'armée.

UNE DONATION d'aliments, vêtements et médicaments provenant des Etats-Unis et remise au gouvernement en mars dernier pour les enfants démunis a dû être brûlée car elle s'est abîmée pour n'avoir pas été distribuée. La direction des douanes avait exigé du ministre des Affaires sociales un impôt sur cette donation; c'est l'argument que celui-ci met en avant pour justifier sa négligence.

DU TRAVAIL CONTRE DE LA NOURRITURE, c'est ce qui a été accepté par 15 000 habitants des quartiers pauvres et des bidonvilles de Managua. Le Mouvement communal et la Fondation Augusto C. Sandino leur ont proposé de nettoyer les rues et les fossés d'écoulement des eaux (des tâches qui incombent en principe à la municipalité) en échange d'une provision de nourriture. Dans ces quartiers où la famine sévit, la proposition a reçu un bon accueil.

A QUI APPARTIENT LA TERRE ? Non pas à ceux qui la travaillent, estime le gouvernement, mais aux propriétaires *"injustement expropriés"* par la Révolution, selon la formule consacrée. Le gouvernement a annoncé que durant la Révolution, 1 674 000 hectares de terre avaient été confisqués et qu'il envisageait d'en rendre 900 000. 5 384 plaintes ont été déposées par les propriétaires pour récupérer "leurs" terres.

BANANERAIES. De nouveau, les travailleurs des bananeraies sont en action. Un millier d'entre eux occupent depuis le 20 novembre leurs exploitations pour obliger les patrons à leur payer leurs salaires et reconnaître leurs parts sur les bénéfices. Certains bloquent la route qui mène au port de Corinto pour empêcher l'embarquement de la récolte vers l'Europe. Les grands propriétaires, pour contourner les accords de privatisation au bénéfice des travailleurs, licencient ceux-ci et utilisent une main-d'oeuvre intérimaire qui travaille sous la garde d'hommes en armes.

EL SALVADOR. Le Tribunal électoral a décidé de ne pas légaliser le FMLN comme parti politique tant que ses effectifs ne seront pas totalement démobilisés.

EL SALVADOR. La Compagnie de Jésus a déposé auprès du gouvernement une demande de remise de peine pour deux des militaires condamnés pour l'assassinat des six jésuites de l'U-



niversité en 1989. Cette démarche, qui peut sembler paradoxale, vise en réalité à attirer l'attention sur le fait que ce sont les auteurs intellectuels, des officiers de haut rang, que les jésuites veulent voir condamner.

EL SALVADOR. L'archevêque Rivera y Damas a dénoncé le meurtre de 6 personnes dont les corps ont été retrouvés dans la capitale *"avec des traces qui prouvent qu'ils ont été victimes des escadrons de la mort"*. L'archevêque a critiqué d'autre part la décision gouvernementale d'envoyer l'armée dans les plantations de café pour y *"protéger la récolte"*.

LE PRESIDENT GUATEMALTEQUE SERRANO N'A PAS DE CHANCE. Après avoir subi un attentat dans sa propriété de Santo Tomas -imputé à la guérilla mais non revendiqué-, il a été fraîchement accueilli au Nicaragua où il était en visite *"privée et académique"*. Invité à l'Université autonome (UNAN) puis à l'Ambassade de France, il a été partout reçu par des manifestations d'étudiants et d'enseignants contre la répression au Guatemala.

GUATEMALA. Une équipe d'anthropologues et de médecins étrangers a entrepris l'exhumation des cadavres des cimetières clandestins où ont été enterrés des milliers de Guatémaltèques victimes de la répression. Des organisations locales dénoncent

l'existence de 240 de ces cimetières pour la seule région du Quiché. Selon les témoignages, beaucoup de paysans assassinés ont été jetés vivants dans les fosses communes où ils ont été ensuite tués et brûlés.

GUATEMALA. Le Procureur des droits humains a accusé le gouvernement précédent, présidé par Vinicio Cerezo, de l'assassinat de l'anthropologue Mirna Mack, en 1990.

PANAMA. L'échec du gouvernement au référendum a été suivi d'une vague de grèves et de manifestations des travailleurs du secteur public. 12 000 d'entre eux se sont mis en grève illimitée, exigeant des augmentations de salaires et l'arrêt des privatisations. Hector Avila, dirigeant du quartier populaire El Chorillo détruit au cours de l'invasion de décembre 89, explique : *"Le 10 décembre, nous manifesterons pour que le monde sache que le gouvernement nous affame. Ce sera le véritable référendum sur la faim et la misère"*.

LAISSEZ VIVRE CUBA, exigent les Pasteurs pour la Paix, dont le convoi a quitté les Etats-Unis le 20 novembre en direction du Mexique, d'où ils enverront un chargement d'aide humanitaire vers l'île. Quatre d'entre eux (ils sont 103) ont été arrêtés pendant quelques heures à la frontière des Etats-Unis.  
-(ANN) ♦

ABONNEMENTS : 458 F (Comités 900 F; institutions 1 300 F)  
Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS  
Pour la Suisse : 124 CHF (Comités 265 CHF; institutions  
1 300 CHF) sur le compte 80-19853-7 Zurich.  
Un paiement semestriel est possible.  
Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin  
Tel : 505 2 668875.